



DIRECTION DE LA COMMUNICATION  
DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION  
15 RUE DE VAUGIRARD - 75291 PARIS CEDEX 06

## **ACCORD-CADRE**

*Hébergement et tierce maintenance applicative  
des sites internet du Sénat sous TYPO3*

**D.C.E.**

**C.C.A.P.**

**CAHIER DES CLAUSES  
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**Février 2026**

## SOMMAIRE

### Table des matières

<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 - FORME DU MARCHÉ.....</b>	<b>3</b>
2.1. Type de marché.....	3
2.2. Forme du marché .....	3
<b>ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ – PRESTATIONS SIMILAIRES .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 - PRIX.....</b>	<b>4</b>
5.1. Caractère du prix.....	4
5.2. Révision du prix et clause de sauvegarde.....	5
<b>ARTICLE 6 - BONS DE COMMANDE .....</b>	<b>5</b>
6.1. Modalités d'établissement des devis .....	6
6.2. Contenu des bons de commande .....	6
<b>ARTICLE 7 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT - AVANCE .....</b>	<b>6</b>
7.1. Modalités de règlement.....	6
7.2. Avance.....	7
<b>ARTICLE 8 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ .....</b>	<b>7</b>
8.1. Obligations du Sénat.....	7
8.2. Obligations du titulaire du marché .....	8
8.2.1 Conduite de projet.....	8
8.2.2 Personnel du titulaire.....	8
8.2.3 Sous-traitance.....	9
8.2.4 Confidentialité, information et conseil.....	9
8.3. Lieu d'exécution .....	9
8.4. Traitement des données à caractère personnel.....	9
<b>ARTICLE 9 - MESURES DE SÉCURITÉ .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 10 - UTILISATION DES RÉSULTATS - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....</b>	<b>12</b>
10.1. Définition en complément de l'article 46 du CCAG-TIC.....	12
10.2. Régime des résultats .....	12
10.3. Régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards .....	13
10.3.1 Dispositions spécifiques aux connaissances antérieures (hors standards) du Titulaire, de tiers et du Sénat.....	13
10.3.2 Dispositions spécifiques aux connaissances antérieures standards .....	13
10.4. Obligations du Titulaire sur les supports matériels des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards .....	13
10.5. Régime des données.....	14
10.6. Garanties des droits :.....	14
<b>ARTICLE 11 - VALIDATION ET RÉCEPTION .....</b>	<b>14</b>
11.1. Opérations de livraison et de vérification d'aptitude (VA).....	14
11.2. Vérification de service régulier (VSR).....	15
<b>ARTICLE 12 - GARANTIE – RETENUE DE GARANTIE.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 13 - PÉNALITÉS.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 14 - ASSURANCE – RESPONSABILITÉ .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 15 - RÉSILIATION – RÉSILIATION AUX FRAIS ET RISQUES.....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 16 - OBLIGATION DU TITULAIRE D'INFORMER LE POUVOIR ADJUDICATEUR DE TOUT CHANGEMENT DE SITUATION.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 17 - CONVENTION SUR LA PREUVE .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 18 - LANGUE – CONTENTIEUX.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 19 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX .....</b>	<b>18</b>

## **ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet l'hébergement sécurisé et la maintenance des sites internet du Sénat développés avec le système de gestion de contenus (*content management system* ou CMS) TYPO3.

Les prestations d'hébergement ainsi que de maintenance préventive et corrective, qui incluent le maintien en condition opérationnelle (MCO) et le maintien en condition de sécurité (MCS) des sites, sont forfaitaires.

La maintenance adaptative et évolutive est réalisée par bons de commande.

Le marché couvre l'ensemble de la plateforme technique TYPO3 du Sénat, comprenant l'instance TYPO3 elle-même et les sites internet et applications *frontend* associés, quelle que soit la technologie *frontend* utilisée, existants à la notification du marché ou créés ultérieurement au titre des prestations évolutives.

## **ARTICLE 2 - FORME DU MARCHÉ**

### **2.1. Type de marché**

Le présent marché est un marché de services.

### **2.2. Forme du marché**

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant en partie à prix forfaitaire et en partie par l'émission de bons de commande, régi par les articles R. 2162-1, R. 2162-2 second alinéa, R.2162-4 à R. 2162-6, et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans minimum. Pour les bons de commande, cet accord-cadre est assorti, pour toute sa durée d'exécution, reconductions incluses, d'un montant maximum contractuel de 340 000 € HT, en application de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique.

Cet accord-cadre n'est pas alloté parce que la dévolution en lots séparés rendrait techniquement difficile l'exécution des prestations.

## **ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ – PRESTATIONS SIMILAIRES**

Le marché débute dès sa notification, qui devrait intervenir, à titre prévisionnel, à la fin avril 2026.

Sa durée est d'un an. Il est reconductible tacitement trois fois, chaque reconduction portant sur une durée d'une année, soit une durée maximale de quatre ans.

Les prestations d'hébergement du site et la maintenance préventive et corrective s'exécutent à compter de la notification du marché.

Les prestations de maintenance adaptative et évolutive s'exécutent par l'émission des bons de commande.

Le titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction. Le pouvoir adjudicateur peut décider de ne pas reconduire le marché à condition d'en informer le titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois mois avant la date de fin du marché.

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, le Sénat se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire un marché de prestations similaires à celles du présent

marché dans un délai de trois ans à compter de la date de notification du présent marché. La durée de ce nouveau marché ne pourra excéder quatre années supplémentaires.

Dans le cas où le marché reconduit s'achèverait au terme de sa dernière période de reconduction, sans qu'un nouveau titulaire ait été désigné, le titulaire serait alors tenu de continuer l'exécution de son marché dans toutes ses conditions, pour une durée qui ne pourra excéder trois mois, sur simple ordre de service de la Directrice de la communication du Sénat. Durant cette période, le titulaire sera réglé sur présentation d'une facture mensuelle. Le montant est celui indiqué dans l'acte d'engagement, calculé au prorata de la période concernée.

## **ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement, ses annexes et notamment le cadre de réponse financier annexé ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières et son annexe ;
- le cahier des clauses techniques particulières et son annexe ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) en vertu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication (JORF n° 0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021) ;
- les réponses au cahier des réponses attendues (CRA) ;
- le cas échéant, le mémoire technique présenté par le soumissionnaire à l'appui de son offre.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Si le titulaire joint à son offre des conditions générales de vente, celles-ci ne s'appliquent que pour autant qu'elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par le marché et ne peuvent en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ce dernier, qui seules font foi.

## **ARTICLE 5 - PRIX**

### **5.1. Caractère du prix**

Le prix du présent marché est libellé en euros.

Le marché comprend :

- des prestations rémunérées selon un **prix global et forfaitaire** :
  - **les frais récurrents liés à l'hébergement et à la mesure d'audience (Matomo)**, tarifés pour un montant annuel ;
  - **la maintenance préventive et corrective**, tarifée pour un montant annuel.

Les prestations forfaitaires d'hébergement, de mesure d'audience et de maintenance préventive et corrective comprennent tous les frais liés au maintien en condition opérationnelle et de sécurité de la plateforme technique qui comprend l'instance TYPO3 et l'ensemble des sites et applications *frontend* associés, quelle que soit la technologie *frontend* utilisée (TYPO3, Nuxt/Vue.js ou autre), existants à la notification du marché.

- des prestations effectuées sur **bons de commande** au titre de la maintenance adaptative et évolutive, rémunérées sur la base d'un bordereau de prix unitaires (BPU) :

- des prestations de développement *backend* et *frontend* (en demi-journées de travail par homme) ;
- des prestations de conception graphique et de design UI/UX, incluant notamment la réalisation de maquettes et l'organisation d'ateliers (en demi-journées de travail par homme) ;
- des prestations de reprise de contenu et de migration de pages (en demi-journées de travail par homme) ;
- des prestations d'hébergement, de mesure d'audience (Matomo) et de maintenance préventive et corrective pour les mini-sites créés dans le cadre du présent marché au titre des prestations évolutives (forfait annuel unitaire par mini-site supplémentaire).

## **5.2. Révision du prix et clause de sauvegarde**

Les prix (hébergement et tierce maintenance) sont révisés annuellement à la date anniversaire du marché à partir de 2027, sur demande expresse du titulaire, par application de la formule suivante :

$$P_n = P_0 (0,15 + 0,85 T_n/T_0)$$

Avec :

$P_n$  = prix révisé du marché ;

$P_0$  = prix initial du marché, figurant dans l'acte d'engagement ;

$T_n$  = dernière valeur connue de l'indice Syntec, à la date de demande de révision ;

$T_0$  = dernière valeur connue de l'indice Syntec au 1<sup>er</sup> novembre 2025.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Le Sénat se réserve le droit d'appliquer d'office la révision.

La demande de révision de prix doit intervenir 15 jours avant la date anniversaire du marché.

Si l'augmentation des prix, consécutive à une révision, entraîne une évolution annuelle supérieure à 3 % d'une année sur l'autre, le Sénat se réserve le droit de résilier le marché, sans indemnité de quelque nature que ce soit pour le titulaire.

## **ARTICLE 6 - BONS DE COMMANDE**

Cet article déroge à l'article 7.3.2 du CCAG-TIC sur le délai du titulaire pour formuler d'éventuelles observations aux bons de commande.

Les prestations au titre de la maintenance adaptative et évolutive s'exécutent sur bons de commande :

- les prestations de développement ;
- la conception graphique de pages ou modèles de page ;
- la migration de pages.

Ces prestations font l'objet d'un devis préalable (établi sur la base du bordereau des prix unitaires mentionné dans le cadre de réponse financier) dont la forme est précisée à l'article 6.1 ci-après. Un bon de commande est ensuite émis par la direction de la communication.

## **6.1. Modalités d'établissement des devis**

Le devis, établi à partir du bordereau des prix unitaires contenu dans le cadre de réponse financier, précise les points suivants :

- les différentes phases du projet ;
- la charge de travail par profil de compétence nécessaire, en nombre de demi-journées hommes ;
- le nombre d'intervenants et leur fonction ;
- le prix HT et TTC de chaque prestation, établi sur la base du BPU ;
- le délai d'exécution sur lequel le titulaire s'engage, exprimé en jours ouvrés ;
- la fiche descriptive sommaire des phases, accompagnée des pièces nécessaires le cas échéant ;
- les éventuelles demandes d'acceptation de sous-traitants.

## **6.2. Contenu des bons de commande**

Les bons de commande sont émis par la Directrice de la communication au fur et à mesure des besoins du Sénat.

Le titulaire se conforme aux prescriptions du bon de commande. Par dérogation à l'article 7.3.2 du CCAG-TIC, il peut formuler des observations dans un délai de 7 jours.

L'exécution ou le commencement d'exécution d'une prestation intervenue sans bon de commande préalable est inopposable au Sénat.

Les bons de commande comportent impérativement les indications suivantes :

- l'objet du marché public ;
- le nom du titulaire ;
- l'adresse complète de la facturation ;
- le cas échéant, les références du devis (projet de commande) ;
- le descriptif sommaire des prestations à réaliser ;
- le montant total HT de la commande, le taux et le montant de la TVA, le montant total TTC de la commande.

Ils seront transmis par courrier électronique.

Le titulaire devra confirmer par courrier électronique la bonne réception de la demande.

## **ARTICLE 7 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT - AVANCE**

### **7.1. Modalités de règlement**

- **Prestations relatives à l'hébergement et à la tierce maintenance préventive et corrective :**

Les prestations relatives à l'hébergement (forfait annuel) et à la tierce maintenance préventive et corrective (forfait annuel) sont rémunérées sur présentation d'une facture trimestrielle réglée à terme échu.

- **Prestations de maintenance adaptative et évolutive sur bons de commande :**

Ces prestations sont payables à l'issue de l'exécution desdites prestations, après service fait dans les conditions prévues au marché, sur présentation de factures.

Le paiement est effectué, dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture, par virement au compte du titulaire. En cas de dépassement du délai, le taux des intérêts moratoires est le taux de refinancement de la Banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle lesdits intérêts ont commencé à courir, majoré de 8 points. En outre, en cas de retard sur le délai de paiement prévu ci-dessus, le titulaire percevra l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € prévue par les articles L. 2192-13 et D. 2192-35 du code de la commande publique.

Le comptable public assignataire des paiements est le Trésorier du Sénat.

Le titulaire transmet sous forme électronique ses factures sur le portail de réception dématérialisée des factures du Sénat, dans les conditions définies à l'arrêté de Questure n° 2020-403 du 26 mai 2020, annexé au présent CCAP.

Les modalités d'utilisation du portail sont précisées à l'adresse suivante : <https://www.senat.fr/facturation.html>.

## **7.2. Avance**

L'option A de l'article 11.1 du CCAG-TIC s'applique.

En application de l'article R. 2191-3 du code de la commande publique, une avance sera versée, sauf indication contraire du titulaire dans l'acte d'engagement. Son montant est égal à 5 % du montant du prix global et forfaitaire afférent à l'hébergement et à la maintenance préventive et corrective, toutes taxes comprises.

Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le montant de l'avance est porté à 30 % de ce montant.

Le mandatement de l'avance interviendra dans le délai d'un mois compté à partir de la date à laquelle le délai contractuel d'exécution aura commencé à courir. Ce montant ne sera pas révisé.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-11 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 65 % du montant initial. Le remboursement s'effectuera par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant atteindra 80 % du montant du marché.

## **ARTICLE 8 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ**

### **8.1. Obligations du Sénat**

Le Sénat transmettra au titulaire du marché les noms et coordonnées des correspondants du Sénat lors de la réunion de lancement du projet.

Le Sénat s'engage à mettre à la disposition du titulaire dans les meilleurs délais tous les documents, renseignements et éléments nécessaires à la réalisation des prestations prévues.

## 8.2. Obligations du titulaire du marché

Le titulaire est tenu d'effectuer l'ensemble des prestations qui font l'objet du présent marché dans le respect des délais impartis.

### 8.2.1 Conduite de projet

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, les heures ouvrées sont définies comme suit : du lundi au vendredi, de 10h00 à 18h00, hors jours fériés.

Pour les prestations de maintenance adaptative et évolutive, le titulaire aura la charge de la constitution des ordres du jour, qui feront l'objet d'une validation préalable par le Sénat, et de la rédaction des comptes rendus.

Il devra proposer un **outil en ligne pour la centralisation et l'archivage des documents** liés au projet.

Il pourrait être envisagé de migrer ces documents vers une plateforme sécurisée de partage des documents comme Resana.

Les développements techniques seront réalisés de manière progressive et transparente à travers une **méthodologie de type agile**.

À cette fin, le titulaire mettra en place un **système de dialogue permanent avec le Sénat** et tiendra à jour un **tableau de bord** de mise en œuvre des différentes prestations accessible en permanence.

Sur cette base, le candidat est tenu de présenter dans son offre la méthode générale de réalisation des projets qu'il préconise et de décrire le système de dialogue permanent avec le Sénat ainsi que l'outil de centralisation et d'archivage des documents liés au projet qui seraient utilisés.

### 8.2.2 Personnel du titulaire

Pour l'exécution du marché, le titulaire affecte à l'exécution des prestations une équipe de personnes en nombre suffisant disposant des capacités nécessaires à la bonne réalisation du marché, qui seront nommément désignées dans le cadre de son offre. Parmi elles, il devra nommer un référent unique.

En cas d'empêchement d'une personne affectée à l'exécution des prestations, ou en cas d'indisponibilité pour quelque raison que ce soit (maladie, démission, congés, *etc.*) de l'un quelconque des membres du personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations objets du marché, le titulaire informe le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais, et soumet à son approbation la personne pressentie pour le remplacement.

Il prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité des prestations et propose un remplacement par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes.

Le pouvoir adjudicateur est en droit de refuser son agrément et de demander la présentation d'une nouvelle personne.

Le titulaire assure la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité, de délais et de prix.

Dans le cadre de l'exécution générale des prestations, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire le remplacement du référent dédié ou de toute autre personne intervenant dans le cadre du marché.



### **8.2.3 Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants présentés par lui au Sénat et de l'agrément par celui-ci des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

L'acceptation par le Sénat du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature et la notification d'un acte spécial.

La fourniture des prestations doit être réalisée dans des conditions conformes aux normes nationales et internationales en vigueur, au regard notamment de la législation sur le droit du travail et sur l'interdiction de l'exploitation des mineurs.

### **8.2.4 Confidentialité, information et conseil**

Pendant toute la durée des prestations, le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus à une stricte obligation de confidentialité (article 5.1 du CCAG-TIC) et à une obligation d'information et de conseil (article 3.9 du CCAG-TIC).

Toute parution portant sur les prestations réalisées dans le cadre du présent marché (publication sur un site internet ou sur les réseaux sociaux, vidéo, article de presse, plaquette publicitaire, *etc.*) devra faire l'objet d'une autorisation préalable du Sénat.

Le titulaire pourra, sur sa demande, obtenir une attestation des prestations menées à bonne fin.

## **8.3. Lieu d'exécution**

Les prestations seront exécutées dans les locaux du titulaire (pour les paramétrages qui peuvent être faits à distance) et dans les locaux du Sénat (notamment pour la mise en service et la formation des utilisateurs).

Les réunions auront lieu au Sénat ou en visioconférence.

## **8.4. Traitement des données à caractère personnel**

Le site du Sénat comporte de nombreuses données à caractère personnel, aussi les différentes prestations exercées pour le compte du Sénat (ci-après, « responsable de traitement ») par le titulaire du marché (ci-après, au présent 8.4, « sous-traitant ») doivent-elles respecter le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 entré en application le 25 mai 2018 (ci-après, « RGPD ») complété par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée (ci-après, « Loi Informatique et Libertés »). En particulier, le stockage et le traitement des données aux différentes étapes de ce marché doivent les protéger d'accès indus qui seraient autorisés par une législation ayant une portée extraterritoriale.

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel (ci-après, « DCP ») nécessaires à la mise en œuvre des finalités décrites dans les pièces du présent marché, dans le respect du RGPD et de la Loi Informatique et Libertés. Cette autorisation n'est valable que pendant la durée du marché et éventuellement pendant la période nécessaire au respect de la réglementation.

Le sous-traitant ultérieur (voir le point 8. *infra*) est tenu de respecter les obligations décrites dans les pièces du présent marché pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées, de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des

données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les DCP conformément aux instructions documentées du responsable de traitement. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD, de la Loi Informatique et Libertés ou de toute autre disposition du droit relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement ;
2. ne pas vendre, céder, louer ou exploiter commercialement ces données à caractère personnel ;
3. supprimer ou modifier à première demande du Sénat, à bref délai et en tout état de cause dans un délai de 15 jours calendaires maximum, les données identifiées par le Sénat ;
4. ne pas effectuer d'études statistiques sur les DCP ou de traitement autre que celui demandé par le Sénat ;
5. garantir la disponibilité, l'intégrité et la confidentialité des DCP traitées dans le cadre du présent marché ;
6. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les DCP en vertu du présent marché s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des DCP ;
7. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
8. informer préalablement et par écrit le responsable de traitement s'il veut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques ou ajouter ou remplacer d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai maximum de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu ;
9. aider, dans la mesure du possible, le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées, notamment les droits d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition. Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception, et dans un délai de trois (3) jours ouvrés, par courrier électronique à [dpd@senat.fr](mailto:dpd@senat.fr) ;
10. mettre à disposition du Sénat les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits par le Sénat ou par un autre auditeur qu'il aura mandaté ;
11. notifier au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures après en avoir pris connaissance par courrier électronique à l'adresse du délégué à la protection des données du Sénat ([dpd@senat.fr](mailto:dpd@senat.fr)). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente. La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de DCP concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de DCP ;
- la description des mesures prises ou que le sous-traitant propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, celles-ci peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu ;

12. aider le responsable de traitement à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36 du RGPD ;
13. détailler au responsable de traitement les mesures de sécurité mises en œuvre pour assurer la protection des DCP dont il a la charge ;
14. détruire, au terme du marché, toutes les DCP existantes dans ses systèmes d'information et à justifier par écrit de leur destruction, ainsi que, le cas échéant, celle des DCP détenues par des sous-traitants ultérieurs ;
15. respecter la durée de conservation des DCP et à les supprimer à expiration de la durée de conservation ;
16. communiquer au responsable de traitement les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un ;
17. tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement et à mettre à la disposition de ce dernier la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations.

Réciproquement, le responsable de traitement s'engage à :

1. respecter le RGPD, la loi Informatique et Libertés ainsi que toute autre disposition du droit relative à la protection des données ;
2. fournir au sous-traitant les données nécessaires ;
3. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
4. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect par le sous-traitant des obligations prévues par le RGPD ;
5. superviser le traitement.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que ni la solution proposée, ni l'utilisation d'extensions de cette solution ne doivent contrevenir aux règles évoquées *supra* – en particulier envoyer des informations vers son éditeur ou un tiers sans qu'il ne soit possible de désactiver cette fonctionnalité.

## **ARTICLE 9 - MESURES DE SÉCURITÉ**

Les mesures relatives à la sécurité des systèmes d'information prévues au CCAG-TIC s'appliquent, en particulier les articles 5, 22, 24 et 40.

## **ARTICLE 10 - UTILISATION DES RÉSULTATS - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Il est fait application de l'article 46 du CCAG-TIC.

### **10.1. Définition en complément de l'article 46 du CCAG-TIC**

**Résultats identitaires :** les résultats identitaires désignent les résultats qui ont pour finalité d'identifier le Sénat tels que les dénominations, logos, chartes graphiques, campagnes de communication, *etc.*

### **10.2. Régime des résultats**

En application de l'article 46 du CCAG-TIC, le Titulaire cède au Sénat, à compter de la livraison et sous condition résolutoire de la réception des résultats, l'ensemble des droits d'exploitation afférents à ces résultats.

Cette cession des droits sur les résultats est effective pour le monde entier et pour toute la durée légale de protection des résultats par le droit d'auteur.

Cette cession des droits sur les résultats vaut pour les besoins d'utilisation des résultats exprimés dans le CCTP et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du présent accord cadre. Cela inclut la possibilité pour le Sénat – recouvrant l'institution, l'ensemble des directions en son sein relevant tant de la Direction générale des Missions institutionnelles que de la Direction générale des Ressources et des Moyens, et les Sénateurs eux-mêmes – de pouvoir :

- utiliser les résultats dans le cadre de sa mission de service public ;
- évaluer ou faire évaluer à tout moment les résultats ;
- réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats à l'issue du marché.

Cette cession des droits sur les résultats comprend notamment :

- le droit de reproduire et/ou faire reproduire tout ou partie des résultats pour quelque usage que ce soit, en ce compris, l'architecture du site internet, les éléments graphiques constitutifs de son habillage ou les développements effectués pour sa réalisation ;
- le droit de diffuser les résultats en ce compris, l'architecture du site Internet, les éléments graphiques constitutifs de son habillage ou les développements effectués pour sa réalisation ;
- le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en ce compris, l'architecture du site internet, les éléments graphiques constitutifs de son habillage ou les développements effectués pour sa réalisation ;
- le droit d'adapter, faire adapter, corriger, faire évoluer, intégrer, traduire, réaliser de nouvelles versions des résultats, l'architecture du site internet, les éléments graphiques constitutifs de son habillage ou les développements effectués pour sa réalisation.

Pour les résultats identitaires, le titulaire s'interdit de procéder à tout dépôt ou réservation notamment de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux), et plus généralement de procéder à tout dépôt ou réservation de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) pouvant générer un risque de confusion avec l'acheteur, ses services ou produits.

Le prix de la cession est compris dans les prestations sur bons de commande du site internet.

### **10.3. Régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards**

Le Titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards utilisées dans le cadre du présent marché.

Dès lors que le Titulaire utilise des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à communiquer au Sénat un rapport constitué de la liste complète des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards dès son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du présent marché, avant toute intégration d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard.

Le Titulaire s'engage à communiquer au Sénat les éléments prévus à l'article 44.2 du CCAG-TIC.

Le Sénat se réserve le droit de refuser la recette d'une connaissance antérieure standard ou d'une connaissance antérieure qui ne serait pas compatible avec le régime juridique défini dans le présent marché.

#### **10.3.1 Dispositions spécifiques aux connaissances antérieures (hors standards) du Titulaire, de tiers et du Sénat**

Si dans le cadre des prestations objet du présent marché, le Titulaire utilise des connaissances antérieures, par dérogation à l'article 44 du CCAG-TIC, le Titulaire concède à titre non-exclusif au Sénat le droit d'utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire que ceux prévus dans le régime relatif aux résultats.

En toute hypothèse, le Titulaire conserve le droit d'utiliser ses propres connaissances antérieures à d'autres fins que celles liées à l'exécution du présent accord cadre.

Les dispositions sur les connaissances antérieures du Titulaire s'appliquent pendant la durée du marché ainsi qu'à son expiration ou sa résiliation anticipée.

Le Titulaire ne peut de manière générale reproduire ou adapter, en tout ou partie, les connaissances antérieures du Sénat en dehors de l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces connaissances antérieures du Sénat.

#### **10.3.2 Dispositions spécifiques aux connaissances antérieures standards**

Le Titulaire s'engage à n'utiliser dans le cadre du marché que des connaissances antérieures standards dont les conditions d'utilisation sont compatibles avec les besoins exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché. Les droits d'adaptation, modification, évolution ainsi que les éventuelles transmissions des droits à des tiers sont conditionnés par la licence des connaissances antérieures standards.

Pour l'ensemble de ces connaissances antérieures standards, des licences d'utilisation seront achetées par le titulaire aux conditions de leur propriétaire. Le prix des licences d'utilisation des connaissances antérieures standards est compris de manière forfaitaire, ferme et définitive dans le forfait afférent à l'hébergement et à la maintenance préventive et corrective du site internet.

### **10.4. Obligations du Titulaire sur les supports matériels des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards**

Pour permettre au Sénat d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du présent marché, en complément de l'article 46.4 du CCAG TIC, le Titulaire livre spontanément et au fur et à

mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du présent accord-cadre, tels que :

- les fichiers sources de toute création, notamment graphique, constitutifs de l'habillage du site ;
- s'agissant des développements :
  - les codes exécutables ;
  - la documentation, les documents de cadrage et suivis de projet sous format numérique (support magnétique, optique ou supports de stockage électronique) ;
  - les codes sources et la documentation associée des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards, lorsque ces connaissances antérieures standards sont placées sous une licence le permettant telle qu'une licence libre/open-source, sont livrés simultanément à la remise du code objet sous la forme d'un ou plusieurs supports électroniques contenant le code générateur ; ainsi que l'ensemble des informations nécessaires à toute prestation ultérieure destinée à assurer la maintenance, y compris évolutive de ces éléments.

Les codes sources et la documentation livrée par le Titulaire ne sont pas confidentiels.

La propriété matérielle de ces éléments est transférée au Sénat. Elle est comprise dans le forfait afférent aux prestations sur bons de commande.

#### **10.5. Régime des données**

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement au Sénat.

Le Titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution.

Le Titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse du Sénat.

#### **10.6. Garanties des droits :**

En complément de l'article 46.4.2 du CCAG-TIC, le Titulaire garantit que les résultats, les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards utilisés suivent le régime des droits prévu dans le cadre du présent marché.

Sur simple demande, le Titulaire s'engage, à ses frais, à remplacer les résultats, les connaissances antérieures ou les connaissances antérieures standards qui ne permettraient pas au Sénat de les exploiter dans les conditions prévues dans le cadre du présent marché.

### **ARTICLE 11 - VALIDATION ET RÉCEPTION**

Le présent article déroge aux articles 32 et 33 du CCAG-TIC.

#### **11.1. Opérations de livraison et de vérification d'aptitude (VA)**

En vue de la validation par le Sénat d'éventuels développements et de reprise des données, le titulaire et le Sénat élaborent conjointement un **cahier de tests** détaillant l'ensemble des fonctionnalités à contrôler, le périmètre des tests et les modalités de leur réalisation.

La **vérification d'aptitude (VA)** consiste à s'assurer que les prestations livrées sont conformes aux spécifications validées, complètes et sans anomalies majeures ou bloquantes.

La VA fait l'objet d'un **procès-verbal** et d'une notification au titulaire. Seule la VA prononcée permet le passage en production.

Le titulaire met en place un **outil de signalement et de suivi des anomalies**.

### **11.2. Vérification de service régulier (VSR)**

Une fois la vérification d'aptitude prononcée, le titulaire déploie les montées de version, corrections et prestations de maintenance adaptative ou évolutive sur l'environnement de production.

Commence alors la période de **vérification de service régulier (VSR)** : le Sénat dispose d'un délai d'**un mois** pour constater que le service fonctionne de manière stable, sans aucune anomalie majeure ou régression, et que le taux de disponibilité respecte les exigences fixées au paragraphe 3.2.3.2 du CCTP.

À l'issue de cette période, le Sénat dispose d'un délai maximal de **sept (7) jours** pour notifier par écrit au titulaire sa décision concernant la vérification de service régulier.

La période de **garantie** commence à compter de la notification de la **VSR favorable**.

À l'issue des opérations de vérification de prestations de développement, le Sénat prend une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG-TIC. La réception inclut, après validation définitive, le transfert sur l'environnement de production.

Les prestations sur bons de commande font l'objet d'une validation sur service fait.

Les opérations de vérification des prestations de maintenance (préventive, corrective, adaptative et évolutive) comprennent les tests et recettes des matériels et logiciels, qui sont réalisés sur un environnement de qualification.

## **ARTICLE 12 - GARANTIE – RETENUE DE GARANTIE**

Le point de départ du délai de garantie d'un an pour les prestations de conception et de développement du site est la date de notification de la décision de réception (validation de service régulier) du site. Le point de départ du délai de garantie d'un an pour les prestations de tierce maintenance (préventive, corrective, adaptative et évolutive) est la notification de service fait.

La garantie applicable porte sur tout vice, défaut de conception, anomalie de fonctionnement ou de sécurité, qu'ils soient visibles ou cachés. Le titulaire s'engage à effectuer le diagnostic, à remplacer, réparer ou modifier, tout composant matériel ou logiciel défectueux pour établir un fonctionnement et un niveau de sécurité conformes aux exigences du CCTP.

Pendant la période de garantie, le titulaire s'engage à rétablir un fonctionnement et un niveau de sécurité normal de la solution fournie selon des procédures et délais de traitement des anomalies et incidents de sécurité identiques à celles décrites à l'article 3.2.3.2 du CCTP relatif à la maintenance.

Une retenue de garantie de 5 % du prix global et forfaitaire TTC relative aux prestations d'hébergement et de maintenance est constituée et reversée à l'issue de la période de garantie. Cette retenue de garantie est fixée à 3 % dans l'hypothèse où le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 13 - PÉNALITÉS**

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG-TIC.

Le titulaire ne bénéficiera pas de l'exonération de pénalités prévue à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, par dérogation à cet article.

Les prestations prévues au présent accord-cadre sont assorties de délais contractuels qui, s'ils ne sont pas respectés, peuvent donner lieu à l'application de pénalités par la personne publique et ce, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, sans mise en demeure préalable. Les pénalités sont précomptées sur les paiements à faire et sont cumulables.

Les pénalités applicables au titulaire sur un trimestre pour non-respect des obligations au titre de la tierce maintenance (préventive et corrective) et de l'hébergement sont cumulables. Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, leur cumul est plafonné à 30 % du montant hors taxe de la somme des prestations trimestrielles forfaitaires de maintenance et d'hébergement.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, les pénalités de retard pour une prestation sur bons de commande sont plafonnées à 20 % de la valeur hors taxe de ce bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, les pénalités de retard sont calculées selon les formules indiquées dans le tableau ci-dessous.

Par dérogation à l'article 14.2, l'indisponibilité est définie conformément au paragraphe 5.5.1 du CCTP et les pénalités en cas de non-respect sont calculées selon la formule indiquée dans le tableau ci-dessous.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

<b>Engagement non respecté</b>	<b>Pénalité</b>
Non-respect du taux contractuel de disponibilité de 99,8 % sur un trimestre	$P = (H-4,4) \times V \times 0,025$ Avec : $P$ = Montant HT de la pénalité $V$ = Montant HT trimestriel de la somme des deux forfaits afférents à la tierce maintenance et à l'hébergement $H$ = nombre d'heures d'indisponibilité constatées par trimestre
Dépassement du délai d'exécution fixé dans le devis validé par le Sénat, dans le cadre d'une prestation sur bon de commande	$P = (V \times R) \times 0,01$ Avec : $P$ = Montant H.T. de la pénalité $V$ = Montant H.T de la prestation $R$ = Nombre de jours ouvrés de retard
Dépassement du délai d'intervention en cas d'anomalie bloquante ou d'incident de sécurité critique	500 € par heure de dépassement



<b>Engagement non respecté</b>	<b>Pénalité</b>
Dépassement du délai d'intervention en cas d'anomalie majeure ou d'incident de sécurité majeur	200 € par heure de dépassement
Dépassement du délai d'intervention pour les autres types d'anomalie ou d'incident de sécurité	100 € par jour de dépassement
Non-respect de l'obligation de confidentialité prévue à l'article 8.2.3 du présent CCAP	5 000 € par infraction
Autres manquements	100 € par jour de dépassement

## **ARTICLE 14 - ASSURANCE – RESPONSABILITÉ**

Le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

Le titulaire justifie, **dans le délai de quinze jours** suivant la notification du marché et avant tout commencement d'exécution et à chaque début de période annuelle, qu'il a souscrit une police d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers, en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution, de son fait ou de celui des éventuels sous-traitants. À défaut, le marché public pourra être résilié aux torts du titulaire.

## **ARTICLE 15 - RÉSILIATION – RÉSILIATION AUX FRAIS ET RISQUES**

Le Sénat peut résilier le présent marché dans les conditions et pour les motifs prévus au chapitre 8 du CCAG-TIC.

En cas de résiliation du marché par le Sénat pour motif d'intérêt général, le titulaire n'aura droit, par dérogation au deuxième alinéa de l'article 47 et au premier alinéa de l'article 51 du CCAG-TIC, à aucune indemnité.

En cas de manquement par le titulaire à ses obligations contractuelles, le Sénat peut résilier à tout moment le marché aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

Conformément à l'article 54 du CCAG-TIC, le Sénat peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations du présent marché aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire.

Cette résiliation pour faute est prononcée, conformément aux dispositions de l'article 50.2 du CCAG-TIC, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution minimum d'une semaine et demeurée infructueuse. Cette mise en demeure informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

## **ARTICLE 16 - OBLIGATION DU TITULAIRE D'INFORMER LE POUVOIR ADJUDICATEUR DE TOUT CHANGEMENT DE SITUATION**

Le titulaire informe la direction de la communication qu'une procédure de redressement judiciaire est mise en œuvre à son encontre.

Afin que soient prises toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité de l'exécution des prestations, le titulaire doit informer le Sénat, dans les meilleurs délais, de toute modification affectant son statut (fusion, cession intervenant dans le cadre des dispositions de l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, changement de forme juridique, de raison sociale, etc.).

En cas de modification de sa personnalité juridique et conformément à l'article R. 2194-6 précité, le titulaire doit solliciter l'accord préalable du Sénat sur le transfert à la nouvelle entité des droits et obligations découlant du présent marché.

Cette nouvelle entité devra présenter les capacités économiques et professionnelles requises pour assurer la bonne exécution du marché, ce dont le titulaire demeurera en toute hypothèse garant solidaire auprès du Sénat pendant la durée du marché restant à courir jusqu'à son terme, reconductions tacites incluses.

## **ARTICLE 17 - CONVENTION SUR LA PREUVE**

Le Sénat et le titulaire conviennent que tous les échanges réalisés par courriel dans le cadre du présent marché reçoivent la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

## **ARTICLE 18 - LANGUE – CONTENTIEUX**

Les documents relatifs au présent marché ainsi que les documents échangés pour son exécution sont rédigés en français.

Les litiges sont portés devant le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 PARIS CEDEX 04. Téléphone : 01 44 59 44 00 ; télécopie : 01 44 59 46 46.

## **ARTICLE 19 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dispositions de l'article 6 (bons de commande) dérogent aux dispositions de l'article 7.3.2 du CCAG-TIC.

Les dispositions de l'article 10.3.1 (connaissances antérieures) dérogent à l'article 44 du CCAG-TIC.

Les dispositions de l'article 11 (validation et réception) dérogent aux articles 32 et 33 du CCAG-TIC.

Les dispositions de l'article 13 (pénalités) dérogent à l'article 14 du CCAG-TIC.

Les dispositions de l'article 15 (résiliation – résiliation aux frais et risques) dérogent au deuxième alinéa de l'article 47 et au premier alinéa de l'article 51 du CCAG-TIC.

## **ANNEXE : TRANSMISSION DES FACTURES SUR LE PORTAIL DE RECEPTION DEMATÉRIALISÉE**

### **Arrêté de Questure n° 2020-403 du 26 mai 2020**

- Vu les articles 7 et 8 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires,
- Vu les articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du code de la commande publique,
- Vu l'article 103 du Règlement du Sénat,
- Vu le Règlement budgétaire et comptable du Sénat,
- Vu l'arrêté n° 2006-274 du Bureau du 19 décembre 2006,
- Vu l'arrêté de Questure n° 2006-1617 du 19 décembre 2006,
- Vu le rapport n° 2020-0056 du Directeur Général des Ressources et des Moyens, en date du 20 mai 2020,
- Sur la proposition du Secrétaire Général de la Questure,

### **A R R Ê T E N T :**

Article premier. – Les cocontractants du Sénat et leurs sous-traitants admis au paiement direct transmettent leurs factures sous forme électronique, lorsqu'elles donnent lieu à un mandat de paiement.

Pour l'application au Sénat de la section 1 du chapitre II du titre IX du livre Ier de la deuxième partie du code de la commande publique, et par dérogation à l'article L. 2192-5 du même code, la transmission des factures sous forme électronique s'effectue sur le portail de réception dématérialisée mis en place à cet effet par le Sénat ou, pour les marchés de travaux, dans les conditions prévues à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2. – La transmission des factures sous forme électronique des titulaires de marchés de travaux et de leurs sous-traitants admis au paiement direct s'effectue sur une plateforme dédiée. Les conditions de facturation applicables sont précisées dans le cahier des charges desdits marchés.

Article 3. – Lorsque les titulaires de marchés conclus avec le Sénat ou leurs sous-traitants admis au paiement direct sont domiciliés à l'étranger, ils transmettent leurs factures sous forme électronique sur le portail prévu à l'article 1er ou la plateforme prévue à l'article 2 si le contrat qui les lie au Sénat le prévoit expressément.

Article 4. – Une facture transmise par tout autre moyen que ceux mentionnés aux articles 1er ou 2 est rejetée.

Article 5. – Le présent arrêté n'est pas applicable aux factures présentées par les personnes mentionnées à l'article 3 lorsqu'elles sont libellées en devises étrangères. Ces factures sont alors transmises par courrier électronique à la direction gestionnaire du Sénat.

Article 6. – Le présent arrêté entre en vigueur le 2 juin 2020 et est applicable aux contrats en cours à cette date.

Il sera publié au Journal officiel.